

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 1919

Proposition de loi relative à la création d'une société concessionnaire
de la fabrication de l'alcool.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'augmentation des droits sur l'alcool s'impose : Elle apparaît comme l'une des meilleures armes contre l'alcoolisme. Cependant elle préoccupe vivement les distillateurs qui craignent, non sans motif, qu'elle aboutisse fatalement à la ruine du plus grand nombre d'entre eux.

Le système des cautionnements et des paiements des droits d'accise réclamait déjà de leur part la disposition d'énormes capitaux sous le régime de la loi actuelle fixant le taux de l'accise à 200 francs. Il réclamera des capitaux excessifs sous un régime portant les droits à 800 francs.

Préoccupés des conséquences qu'entraînera pour eux ce nouveau régime, un grand nombre de distillateurs se sont groupés et ont réclamé avec instance la constitution d'une société fermière à laquelle l'État concéderait, pour un certain nombre d'années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification des alcools. Cette société fermière serait constituée par le groupement de tous les distillateurs qui travaillaient en 1913 et pendant les sept premiers mois de 1914.

Quatre-vingts distillateurs ont envoyé à la Section centrale leur adhésion écrite au principe de la société fermière. Ils produisaient, en 1913, 279,370 hectolitres.

Six s'y sont déclarés nettement hostiles; leur production atteignait 424,206 hectolitres.

Vingt et un n'ont pas émis d'opinion; leur production ne s'élevait qu'à 20,211 hectolitres.

Les petits distillateurs, les distillateurs moyens et quelques grands distil-

lateurs se sont ralliés au projet; parmi eux figurent huit fabricants de levure.

Le groupe hostile se compose de distillateurs importants, quoique des différences considérables se révèlent dans leur production respective. Ils sont tous fabricants de levure.

Nous avons libellé en quelques articles une proposition de loi qui serait de nature, croyons-nous, à réaliser le désir du plus grand nombre des distillateurs, sans porter atteinte aux justes droits du groupe des opposants. Cette proposition s'est inspirée d'une étude publiée en 1914 par M. Waterkeyn, qui fut chargé de ce travail par la Société générale des distillateurs belges.

La Section centrale, chargée d'examiner le projet de loi réglant le régime fiscal de l'alcool, par quatre voix contre trois, a rejeté cette proposition. Nous avons décidé néanmoins de la soumettre à la Chambre.

OOMS.

**Proposition de loi relative à la création
d'une société concessionnaire de la
fabrication de l'alcool.**

ARTICLE PREMIER.

A partir de la date à déterminer par un arrêté royal, nul ne peut fabriquer ni rectifier de l'alcool sans une autorisation ou concession du Gouvernement.

Toutefois, l'importation de l'alcool fabriqué à l'étranger reste autorisée, moyennant paiement des droits d'entrée et accomplissement des formalités légales.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à concéder, pour un terme qui ne dépassera pas cinquante années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière constituée sur les bases reprises ci-après.

Tous les distillateurs en Belgique ayant exploité l'industrie de la distillation ou de la rectification en 1913-1914 auront le droit de faire partie de ladite société à la condition de fournir une déclaration d'adhésion dans le délai qui sera fixé par un arrêté royal et de s'engager à fournir les apports prévus par l'article 13.

ART. 3.

Les distillateurs ou rectificateurs qui auront renoncé à faire usage du droit leur réservé par l'article précédent,

Wetsvoorstel tot oprichting eener Maatschappij waaraan concessie wordt verleend voor de alcoholbereiding.

EERSTE ARTIKEL.

Vanaf den datum, bij koninklijk besluit te bepalen, mag niemand alcohol bereiden noch rectificeeren zonder machtiging of concessie van Regeeringswege.

De invoer van in 't buitenland bereiden alcohol blijft echter toegelaten mits betaling van de invoerrechten en vervulling van de formaliteiten, door de wet opgelegd.

ART. 2.

De Regeering wordt gemachtigd, het uitsluitend recht tot bereiding en rectificering van alcohol in concessie te geven, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaar, aan eene pachtende maatschappij, op de hierna vermelde grondslagen opgericht.

Al de stokers in België, die het bedrijf van het stoken of van het rectificeeren in 1913-1914 hebben uitgeoefend, zijn gerechtigd om van bedoelde maatschappij deel uit te maken, mits zij eene verklaring tot toetreding overleggen binnen den bij koninklijk besluit te bepalen termijn en zich verbinden de bij artikel 13 voorziene inbrengsten te doen.

ART. 3.

De stokers of rectificeerders, die er van afzien gebruik te maken van het recht dat hun door het vorig artikel

seront expropriés par la société fermière.

Il en sera de même des distillateurs ne réunissant pas les conditions prévues pour être admis dans la dite société.

ART. 4.

Le droit de fabriquer ou de rectifier l'alcool appartient exclusivement à cette société fermière.

ART. 5.

Il est interdit aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication ou à la rectification de l'alcool.

ART. 6.

La fabrication des liqueurs est soumise à des conditions spéciales réglées par arrêté royal; elle ne peut employer, à partir du jour où sera constituée la société fermière, prévue par l'article 2 ci-dessus, que l'alcool fabriqué par cette société.

ART. 7.

L'achat, la vente, l'exportation, la circulation et la détention de l'alcool fabriqué en contravention avec les dispositions qui précèdent sont interdites.

ART. 8.

Le droit de fabriquer la levure de panification ou les sous-produits de l'alcool appartient exclusivement à ladite société fermière.

wordt voorbehouden, worden door de pachtende maatschappij onteigend.

Hetzelfde geldt voor de stokers die niet voldoen aan de gestelde vereischen om als lid van gezegde maatschappij aangenomen te worden.

ART. 4.

Alleen die pachtende maatschappij is gerechtigd om alcohol te bereiden of te rectificeeren.

ART. 5.

Aan private personen is het verboden, toestellen voorhanden te hebben, welke voor de bereiding of de rectificering van alcohol kunnen dienen.

ART. 6.

De bereiding van likeuren wordt afhankelijk gemaakt van bijzondere vereischen, bij koninklijk besluit bepaald; vanaf den dag, waarop de pachtende maatschappij, bij bovenstaand artielk 2 voorzien, is opgericht, mag daartoe gebruik worden gemaakt alleen van den alcohol, door deze maatschappij bereid.

ART. 7.

Het aankopen, het verkoopen, het nitvoeren, het vervoeren en het voorhanden hebben van alcohol, in strijd met de vorige bepalingen bereid, zijn verboden.

ART. 8.

Bedoelde pachtende maatschappij is alleen gerechtigd om de broodgist of de bijproducten van den alcohol te vervaardigen.

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la circulation et la détention de ces matières sont permis aux particuliers.

ART. 9.

La société fermière prévue par l'article 1^{er} devra réunir les conditions suivantes :

1° Les statuts seront arrêtés d'après les principes de la présente loi ;

2° Ils seront conformes, pour le surplus, aux prescriptions des lois sur les sociétés coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913, en tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y déroger à raison de la nature spéciale de la société ;

3° Ils seront approuvés par le Gouvernement auquel pleins pouvoirs sont donnés à cette fin.

ART. 10.

Toutes autres opérations que la fabrication et la rectification de l'alcool avec les sous-produits sont interdites à ladite société.

ART. 11.

La durée de la société sera égale à celle de la concession lui octroyée.

La dissolution anticipée ne pourra être prononcée qu'en vertu d'une loi.

ART. 12.

Un Commissaire du Gouvernement surveillera toutes les opérations de la société. Son traitement est fixé par le Gouvernement, de concert avec l'administration de la société. Il sera supporté par elle.

Aan private personen is het toegelaten, deze stoffen aan te koopen, te verkoopen, in te voeren, uit te voeren, te vervoeren en voorhanden te hebben.

ART. 9.

De bij artikel 1 voorziene pachtende maatschappij moet aan de navolgende vereischten voldoen :

1° De statuten moeten naar de beginselen dezer wet opgemaakt worden ;

2° Voor het overige moeten zij overeenstemmen met de voorschriften der wetten op de vennootschappen, samengeordend bij koninklijk besluit van 22 Juli 1913, in zooverre daarvan niet dient te worden afgeweken wegens den bijzonderen aard der maatschappij ;

3° Zij moeten goedgekeurd worden door de Regeering, waaraan volmacht daartoe wordt gegeven.

ART. 10.

Alle andere verrichtingen dan de bereiding en de rectificeering van den alcohol en van de bijproducten zijn aan gezegde maatschappij verboden.

ART. 11.

De duur der maatschappij is dezelfde als die der haar verleende concessie.

De vervroegde ontbinding kan slechts krachtens eene wet uitgesproken worden.

ART. 12.

Een Regeeringscommissaris houdt toezicht op al de verrichtingen der maatschappij. Zijne jaarwedde wordt door de Regeering bepaald in verstandhouding met het beheer der maatschappij. Zij valt ten laste van deze.

ART. 13.

La société fermière sera constituée par l'apport libre de toutes charges :

1° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines seront maintenues en activité par la société, des terrains, constructions et matériel servant à l'exploitation de leurs distilleries, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication ;

2° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines ne seront pas maintenues en activité par la société, de leurs appareils distillatoires compris dans leur déclaration de possession, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication.

Il sera procédé souverainement à l'évaluation de cet apport par un collège de onze experts.

Chacune des cinq classes de distilleries existantes désignera un expert, à savoir :

1° Les distilleries avec production de levures ;

2° Les distilleries de grain, sans production de levure ;

3° Les distilleries de mélasse ;

4° Les distilleries agricoles ;

5° Les rectificateurs non-producteurs d'alcool.

Cinq experts seront désignés par le Ministre des Finances.

Un expert qui assumera en outre les fonctions de président, sera désigné par le premier président de la Cour de cassation.

La valeur des apports sera déterminée en prenant en considération la valeur

ART. 13.

De pachtende maatschappij wordt tot stand gebracht door den inbreng, vrij van alle lasten :

1° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij in werking worden gehouden, van de gronden, de gebouwen en het materieel, welke voor het bedrijf hunner stokerijen dienen, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen ;

2° Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij niet in werking worden gehouden, van hunne distilleertoestellen begrepen in hunne bezitsaangifte, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen.

De waarde van dien inbreng wordt door een college van elf deskundigen onherroepelijk geschat.

Elke van de vijf bestaande klassen van stokerijen wijst een deskundige aan, namelijk :

1° De stokerijen, die tevens gist vervaardigen ;

2° De graanstokerijen, die geen gist vervaardigen ;

3° De melassestokerijen ;

4° De landbouwstokerijen ;

5° De rectificeerders, die geen alcohol bereiden.

Vijf deskundigen worden door den Minister van Financiën aangewezen.

Een deskundige, die bovendien optreedt als voorzitter, wordt aangewezen door den eersten voorzitter van het Verbrekingshof.

Tot het bepalen van de waarde der inbrengsten worden in aanmerking geno-

des bâtimens, du matériel industriel, la production de chaque usine pendant l'année 1915 et les sept premiers mois de 1914, en adoptant un multiplicateur spécial pour chacune des cinq classes de distilleries existantes, le bénéfice réalisé.

ART. 14.

Le capital social sera fixé à un montant égal à celui des apports prévus à l'article 13.

Il sera divisé en actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont au porteur.

ART. 15.

Les actions de capital seront attribuées aux apporteurs indiqués à l'article 13 au prorata de la valeur de leurs apports.

Les titres ne leur seront délivrés que moyennant transfert régulier à la société des biens apportés, libres de toute charge.

Jusqu'à ce moment, il resteront affectés à la garantie de cette libération.

ART. 16.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit : 5 % au moins au profit de la réserve légale.

Il sera prélevé ensuite la somme nécessaire pour permettre la distribution à chacune des actions de capital d'un dividende de 25 francs.

Sur le surplus, x % au profit du Conseil d'administration et du collège des Commissaires.

men de waarde van de gebouwen en van het fabrieksmaterieel, de voortbrenging van elke fabriek gedurende het jaar 1915 en de eerste zeven maanden van 1914, met aanwending van een bijzonder vermenigvuldigingscijfer voor elk der vijf bestaande klassen van stokerijen, de gemaakte winst.

ART. 14.

Het kapitaal der maatschappij wordt vastgesteld op een bedrag gelijkstaande met dit van de bij artikel 13 voorziene inbrengsten.

Het wordt verdeeld in gansch volgestorte kapitaalaandeelen van 500 frank elk.

Deze aandeeien zijn aandeeien aan toonder.

ART. 15.

De kapitaalaandeelen worden aan de bij artikel 13 vermelde inbrengers toegerekend naar verhouding van de waarde hunner inbrengsten.

De titels worden hun alleen dan afgeleverd wanneer de ingebrachte goederen, vrij van alle lasten, aan de maatschappij regelmatig zijn overgedragen.

Tot op dit oogenblik dienen zij tot zekerheid dezer kwijting.

ART. 16.

De zuivere winsten worden verdeeld als volgt : ten minste 5 % ten behoeve van de wettelijke reserve.

Vervolgens wordt de vereischte som genomen om aan elk kapitaalaandeel een dividend van 25 frank te kunnen uitkeeren.

Van het overblijvende x t. h. ten behoeve van den Beheerraad en van het College van Commissarissen.

Le solde sera réparti par la moitié entre les actions de capital et l'État, à moins que l'assemblée générale ne décide d'en affecter une partie à un fonds de prévision ou à des amortissements extraordinaires.

ART. 17.

La fabrication et le commerce des liqueurs sont interdits à la société concessionnaire.

Elle ne peut vendre ses alcools de bouche que par quantités de 100 litres au moins.

ART. 18.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin d'exiger d'elle tous états et renseignements. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui, selon lui, sera contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

Il peut, à toute époque, limiter la production de l'alcool de bouche et déterminer les procédés de dénaturation qui devront être employés pour l'alcool industriel.

ART. 19.

À l'expiration de la société, le produit net de la liquidation servira à rembourser au pair les actions de capital, le solde sera partagé moitié au profit des actions de capital, moitié au profit de l'État.

L'État ne devra aucune indemnité à la société concessionnaire pour la suppression de son industrie.

Het saldo wordt onder de kapitaal-aandeelen en den Staat gelijkelijk verdeeld, tenzij de algemeene vergadering beslist, een deel daarvan te besteden aan een voorzorgsfonds of aan buitengewone aflossingen.

ART. 17.

De bereiding van en de handel in likeuren zijn aan de concessiehoudende maatschappij verboden.

Zij mag baren drinkalcohol slechts bij hoeveelheden van ten minste 100 liter verkoopen.

ART. 18.

De Regeering heeft het recht, toezicht te houden op al de verrichtingen der maatschappij en daartoe van haar alle staten en inlichtingen te eischen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, welke, volgens haar, in strijd is hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

Te allen tijde kan zij de voortbrenging van drinkalcohol beperken en bepalen welke denatureeringsmiddelen voor den nijverheidsalcohol moeten gebruikt worden.

ART. 19.

Wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan, wordt de zuivere opbrengst der vereffening gebruikt tot terugbetaling al pari van de kapitaalaandeelen; het saldo wordt onder de kapitaalaandeelen en den Staat, elk voor de helft, verdeeld.

De Staat is aan de concessiehoudende maatschappij geene vergoeding hoegenaamd verschuldigd wegens de afschaffing van haar bedrijf.

ART. 20

La constitution de la société fermière pourra être constatée par acte sous seing privé. L'État est autorisé à exonérer la société des droits d'enregistrement, de mutation et de timbre.

Rien n'est innové aux lois en vigueur en ce qui concerne les droits d'accise, de douane, les contributions, patentes, etc.

La société concessionnaire ne jouit d'aucune exception.

ART. 21.

Un arrêté royal fixera la date de mise à exécution de la présente loi.

ART. 20.

De oprichting van de pachtende maatschappij kan bij onderhandsche akte vastgesteld worden. De Staat wordt gemachtigd, de maatschappij vrij te stellen van de registratie-, overgangs- en zegelrechten.

In de van kracht zijnde wetten wordt geen wijziging gebracht, wat betreft de accijnsrechten, de tolrechten, de belastingen, het patentrecht, enz.

Aan de concessiehoudende maatschappij wordt geen vrijstelling hoegenaamd verleend.

ART. 21.

De datum, waarop deze wet in werking treedt, wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

L. OOMS.

DE PONTIÈRE.

DE KERCHOVE D'EXAERDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 SEPTEMBER 1919

Wetsvoorstel tot oprichting eener maatschappij waaraan concessie
wordt verleend voor de alcoholbereiding.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De rechten op den alcohol moeten volstrekt verhoogd worden : het is een der beste wapens tegen het alcoholisme. Die verhooging becommert echter in groote mate de stokers die niet zonder reden vreezen dat zij onvermijdelijk den ondergang van het meerendeel onder hen zal veroorzaken.

Door het stelsel van de borgtochten en van de betaling der accijnsrechten moesten zij reeds over ontzaglijke kapitalen beschikken onder het beheer van de bestaande wet die den accijns op 200 frank vaststelt. Met een regeling, welke dien accijns tot op 800 frank verhoogt, zal het overdreven kapitalen vergen.

Bekommerd om de gevolgen van die nieuwe regeling voor hen, hebben een aantal stokers zich vereenigd en met aandrang de oprichting van eene pachtende maatschappij gevraagd, waaraan de Staat het uitsluitend recht om alcohol te vervaardigen en te overhalen in concessie zou geven voor een bepaald getal jaren. Deze pachtende maatschappij zou samengesteld zijn uit de vereeniging van al de stokers die in 1913 en gedurende de eerste zeven maanden van 1914 werkten.

Tachtig stokers hebben hunne schriftelijke toetreding tot het beginsel der pachtende maatschappij aan de Middenafdeeling gestuurd. In 1913 vervaardigden zij 279,370 hectoliter.

Zes verklaarden er zich bepaald tegen : zij vervaardigden 424.206 hectoliter.

Een en twintig lieten hunne meening niet kennen : hunne stokerijen brachten enkel 20,211 hectoliter voort.

De kleine, de middelbare en eenige groote stokers traden tot het ontwerp toe : onder hen waren er acht gistbereiders.

De groep der tegenstanders bestaat uit groote stokers, alhoewel hunne onderscheidelijke voortbrenging veel verschilt. Allen bereiden gist.

Wij hebben in enkele artikelen een wetsvoorstel opgemaakt, dat, naar wij meenen, geschikt is om aan den wensch van het meerendeel der stokers gevolg te geven zonder de billijke rechten van de groep der tegenstanders te krenken. Dat voorstel gaat uit van eene studie, in 1914 uitgegeven door den heer Waterkeyn, die met dat werk werd belast door de Algemeene Maatschappij der Belgische Stokers.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot vaststelling der fiscale regeling van den alcohol, heeft dit voorstel verworpen met vier stemmen tegen drie. Wij wilden niettemin het aan de Kamer onderwerpen.

L. OOMS.

**Proposition de loi relative à la création
d'une société concessionnaire de la
fabrication de l'alcool.**

ARTICLE PREMIER.

A partir de la date à déterminer par un arrêté royal, nul ne peut fabriquer ni rectifier de l'alcool sans une autorisation ou concession du Gouvernement.

Toutefois, l'importation de l'alcool fabriqué à l'étranger reste autorisée, moyennant paiement des droits d'entrée et accomplissement des formalités légales.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à concéder, pour un terme qui ne dépassera pas cinquante années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière constituée sur les bases reprises ci-après.

Tous les distillateurs en Belgique ayant exploité l'industrie de la distillation ou de la rectification en 1913-1914 auront le droit de faire partie de ladite société à la condition de fournir une déclaration d'adhésion dans le délai qui sera fixé par un arrêté royal et de s'engager à fournir les apports prévus par l'article 13.

ART. 3.

Les distillateurs ou rectificateurs qui auront renoncé à faire usage du droit leur réservé par l'article précédent,

Wetsvoorstel tot oprichting eener Maatschappij waaraan concessie wordt verleend voor de alcoholbereiding.

EERSTE ARTIKEL.

Vanaf den datum, bij koninklijk besluit te bepalen, mag niemand alcohol bereiden noch rectificeeren zonder machtiging of concessie van Regeeringswege.

De invoer van in 't buitenland bereiden alcohol blijft echter toegelaten mits betaling van de invoerrechten en vervulling van de formaliteiten, door de wet opgelegd.

ART. 2.

De Regeering wordt gemachtigd, het uitsluitend recht tot bereiding en rectificering van alcohol in concessie te geven, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaar, aan eene pachtende maatschappij, op de hierna vermelde grondslagen opgericht.

Al de stokers in België, die het bedrijf van het stoken of van het rectificeeren in 1913-1914 hebben uitgeoefend, zijn gerechtigd om van bedoelde maatschappij deel uit te maken, mits zij eene verklaring tot toetreding overleggen binnen den bij koninklijk besluit te bepalen termijn en zich verbinden de bij artikel 13 voorziene inbrengsten te doen.

ART. 3.

De stokers of rectificeerders, die er van afzien gebruik te maken van het recht dat hun door het vorig artikel

seront expropriés par la société fermière.

Il en sera de même des distillateurs ne réunissant pas les conditions prévues pour être admis dans la dite société.

ART. 4.

Le droit de fabriquer ou de rectifier l'alcool appartient exclusivement à cette société fermière.

ART. 5.

Il est interdit aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication ou à la rectification de l'alcool.

ART. 6.

La fabrication des liqueurs est soumise à des conditions spéciales réglées par arrêté royal; elle ne peut employer, à partir du jour où sera constituée la société fermière, prévue par l'article 2 ci-dessus, que l'alcool fabriqué par cette société.

ART. 7.

L'achat, la vente, l'exportation, la circulation et la détention de l'alcool fabriqué en contravention avec les dispositions qui précèdent sont interdites.

ART. 8.

Le droit de fabriquer la levure de panification ou les sous-produits de l'alcool appartient exclusivement à ladite société fermière.

wordt voorbehouden, worden door de pachtende maatschappij onteigend.

Hetzelfde geldt voor de stokers die niet voldoen aan de gestelde vereischen om als lid van gezegde maatschappij aangenomen te worden.

ART. 4.

Alleen die pachtende maatschappij is gerechtigd om alcohol te bereiden of te rectificeeren.

ART. 5.

Aan private personen is het verboden, toestellen voorhanden te hebben, welke voor de bereiding of de rectificeering van alcohol kunnen dienen.

ART. 6.

De bereiding van likeuren wordt afhankelijk gemaakt van bijzondere vereischen, bij koninklijk besluit bepaald; vanaf den dag, waarop de pachtende maatschappij, bij bovenstaand artielk 2 voorzien, is opgericht, mag daartoe gebruik worden gemaakt alleen van den alcohol, door deze maatschappij bereid.

ART. 7.

Het aankopen, het verkoopen, het uitvoeren, het vervoeren en het voorhanden hebben van alcohol, in strijd met de vorige bepalingen bereid, zijn verboden.

ART. 8.

Bedoelde pachtende maatschappij is alleen gerechtigd om de broodgist of de bijproducten van den alcohol te vervaardigen.

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la circulation et la détention de ces matières sont permis aux particuliers.

ART. 9.

La société fermière prévue par l'article 1^{er} devra réunir les conditions suivantes :

1^o Les statuts seront arrêtés d'après les principes de la présente loi ;

2^o Ils seront conformes, pour le surplus, aux prescriptions des lois sur les sociétés coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913, en tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y déroger à raison de la nature spéciale de la société ;

3^o Ils seront approuvés par le Gouvernement auquel pleins pouvoirs sont donnés à cette fin.

ART. 10.

Toutes autres opérations que la fabrication et la rectification de l'alcool avec les sous-produits sont interdites à ladite société.

ART. 11.

La durée de la société sera égale à celle de la concession lui octroyée.

La dissolution anticipée ne pourra être prononcée qu'en vertu d'une loi.

ART. 12.

Un Commissaire du Gouvernement surveillera toutes les opérations de la société. Son traitement est fixé par le Gouvernement, de concert avec l'administration de la société. Il sera supporté par elle.

Aan private personen is het toegelaten, deze stoffen aan te koopen, te verkoopen, in te voeren, uit te voeren, te vervoeren en voorhanden te hebben.

ART. 9.

De bij artikel 1 voorziene pachtende maatschappij moet aan de navolgende vereischten voldoen :

1^o De statuten moeten naar de beginselen dezer wet opgemaakt worden ;

2^o Voor het overige moeten zij overeenstemmen met de voorschriften der wetten op de vennootschappen, samengeordend bij koninklijk besluit van 22 Juli 1913, in zoverre daarvan niet dient te worden afgeweken wegens den bijzonderen aard der maatschappij ;

3^o Zij moeten goedgekeurd worden door de Regeering, waaraan volmacht daartoe wordt gegeven.

ART. 10.

Alle andere verrichtingen dan de bereiding en de rectificeering van den alcohol en van de bijproducten zijn aan gezegde maatschappij verboden.

ART. 11.

De duur der maatschappij is dezelfde als die der haar verleende concessie.

De vervroegde ontbinding kan slechts krachtens eene wet uitgesproken worden.

ART. 12.

Een Regeeringscommissaris houdt toezicht op al de verrichtingen der maatschappij. Zijne jaarwedde wordt door de Regeering bepaald in verstandhouding met het beheer der maatschappij. Zij valt ten laste van deze.

ART. 13.

La société fermière sera constituée par l'apport libre de toutes charges :

1^o Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines seront maintenues en activité par la société, des terrains, constructions et matériel servant à l'exploitation de leurs distilleries, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication ;

2^o Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines ne seront pas maintenues en activité par la société, de leurs appareils distillatoires compris dans leur déclaration de possession, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication.

Il sera procédé souverainement à l'évaluation de cet apport par un collège de onze experts.

Chacune des cinq classes de distilleries existantes désignera un expert, à savoir :

1^o Les distilleries avec production de levures ;

2^o Les distilleries de grain, sans production de levure ;

3^o Les distilleries de mélasse ;

4^o Les distilleries agricoles ;

5^o Les rectificateurs non-producteurs d'alcool.

Cinq experts seront désignés par le Ministre des Finances.

Un expert qui assumera en outre les fonctions de président, sera désigné par le premier président de la Cour de cassation.

La valeur des apports sera déterminée en prenant en considération la valeur

ART. 13.

De pachtende maatschappij wordt tot stand gebracht door den inbreng, vrij van alle lasten :

1^o Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij in werking worden gehouden, van de gronden, de gebouwen en het materieel, welke voor het bedrijf hunner stokerijen dienen, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen ;

2^o Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij niet in werking worden gehouden, van hunne distilleertoestellen begrepen in hunne bezitsaangifte, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen.

De waarde van dien inbreng wordt door een college van elf deskundigen onherroepelijk geschat.

Elke van de vijf bestaande klassen van stokerijen wijst een deskundige aan, namelijk :

1^o De stokerijen, die tevens gist vervaardigen ;

2^o De graanstokerijen, die geen gist vervaardigen ;

3^o De melassestokerijen ;

4^o De landbouwestokerijen ;

5^o De rectificeerders, die geen alcohol bereiden.

Vijf deskundigen worden door den Minister van Financiën aangewezen.

Een deskundige, die bovendien optreedt als voorzitter, wordt aangewezen door den eersten voorzitter van het Verbrekingshof.

Tot het bepalen van de waarde der inbrengsten worden in aanmerking geno-

des bâtimens, du matériel industriel, la production de chaque usine pendant l'année 1913 et les sept premiers mois de 1914, en adoptant un multiplicateur spécial pour chacune des cinq classes de distilleries existantes, le bénéfice réalisé.

ART. 14.

Le capital social sera fixé à un montant égal à celui des apports prévus à l'article 13.

Il sera divisé en actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont au porteur.

ART. 15.

Les actions de capital seront attribuées aux apporteurs indiqués à l'article 13 au prorata de la valeur de leurs apports.

Les titres ne leur seront délivrés que moyennant transfert régulier à la société des biens apportés, libres de toute charge.

Jusqu'à ce moment, il resteront affectés à la garantie de cette libération.

ART. 16.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit : 5 % au moins au profit de la réserve légale.

Il sera prélevé ensuite la somme nécessaire pour permettre la distribution à chacune des actions de capital d'un dividende de 25 francs.

Sur le surplus, x % au profit du Conseil d'administration et du collège des Commissaires.

men de waarde van de gebouwen en van het fabrieksmaterieel, de voortbrenging van elke fabriek gedurende het jaar 1913 en de eerste zeven maanden van 1914, met aanwending van een bijzonder vermenigvuldigingscijfer voor elk der vijf bestaande klassen van stokerijen, de gemaakte winst.

ART. 14.

Het kapitaal der maatschappij wordt vastgesteld op een bedrag gelijkstaande met dit van de bij artikel 13 voorziene inbrengsten.

Het wordt verdeeld in gansch volgestorte kapitaalaandeelen van 500 frank elk.

Deze aandeele zijn aandeele aan toonder.

ART. 15.

De kapitaalaandeelen worden aan de bij artikel 13 vermelde inbrengers toegerekend naar verhouding van de waarde hunner inbrengsten.

De titels worden hun alleen dan afgeleverd wanneer de ingebrachte goederen, vrij van alle lasten, aan de maatschappij regelmatig zijn overgedragen.

Tot op dit oogenblik dienen zij tot zekerheid dezer kwijting.

ART. 16.

De zuivere winsten worden verdeeld als volgt : ten minste 5 % ten behoeve van de wettelijke reserve.

Vervolgens wordt de vereischte som genomen om aan elk kapitaalaandeel een dividend van 25 frank te kunnen uitkeeren.

Van het overblijvende x t. h. ten behoeve van den Beheerraad en van het College van Commissarissen.

Le solde sera réparti par la moitié entre les actions de capital et l'État, à moins que l'assemblée générale ne décide d'en affecter une partie à un fonds de prévision ou à des amortissements extraordinaires.

ART. 17.

La fabrication et le commerce des liqueurs sont interdits à la société concessionnaire.

Elle ne peut vendre ses alcools de bouche que par quantités de 100 litres au moins.

ART. 18.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin d'exiger d'elle tous états et renseignements. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui, selon lui, sera contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

Il peut, à toute époque, limiter la production de l'alcool de bouche et déterminer les procédés de dénaturation qui devront être employés pour l'alcool industriel.

ART. 19.

À l'expiration de la société, le produit net de la liquidation servira à rembourser au pair les actions de capital, le solde sera partagé moitié au profit des actions de capital, moitié au profit de l'État.

L'État ne devra aucune indemnité à la société concessionnaire pour la suppression de son industrie.

Het saldo wordt onder de kapitaal-aandeelen en den Staat gelijkelijk verdeeld, tenzij de algemeene vergadering beslist, een deel daarvan te besteden aan een voorzorgsfonds of aan buitengewone aflossingen.

ART. 17.

De bereiding van en de handel in likeuren zijn aan de concessiehoudende maatschappij verboden.

Zij mag haren drinkalcohol slechts bij hoeveelheden van ten minste 100 liter verkoopen.

ART. 18.

De Regeering heeft het recht, toezicht te houden op al de verrichtingen der maatschappij en daartoe van haar alle staten en inlichtingen te eischen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, welke, volgens haar, in strijd is hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

Te allen tijde kan zij de voortbrenging van drinkalcohol beperken en bepalen welke denatureeringsmiddelen voor den nijverheidsalcohol moeten gebruikt worden.

ART. 19.

Wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan, wordt de zuivere opbrengst der vereffening gebruikt tot terugbetaling al pari van de kapitaalaandeelen; het saldo wordt onder de kapitaalaandeelen en den Staat, elk voor de helft, verdeeld.

De Staat is aan de concessiehoudende maatschappij geene vergoeding hoege-naamd verschuldigd wegens de afschaffing van haar bedrijf.

ART. 20

La constitution de la société fermière pourra être constatée par acte sous seing privé. L'État est autorisé à exonérer la société des droits d'enregistrement, de mutation et de timbre.

Rien n'est innové aux lois en vigueur en ce qui concerne les droits d'accise, de douane, les contributions, patentes, etc.

La société concessionnaire ne jouit d'aucune exception.

ART. 21.

Un arrêté royal fixera la date de mise à exécution de la présente loi.

ART. 20.

De oprichting van de pachtende maatschappij kan bij onderhandsche akte vastgesteld worden. De Staat wordt gemachtigd, de maatschappij vrij te stellen van de registratie-, overgangs- en zegelrechten.

In de van kracht zijnde wetten wordt geen wijziging gebracht, wat betreft de accijnsrechten, de tolrechten, de belastingen, het patentrecht, enz.

Aan de concessiehoudende maatschappij wordt geen vrijstelling hoegenaamd verleend.

ART. 21.

De datum, waarop deze wet in werking treedt, wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

L. OOMS.

DE PONTIÈRE.

DE KERCHOVE D'EXAERDE.

